

Si tu veux la paix, prépare la révolution !

Après le chef d'état-major qui voudrait nous préparer à « accepter de perdre nos enfants », Macron a annoncé le retour du service militaire dès 2026, sous forme volontaire.

Les enfants des classes populaires : volontaires désignés

Dix mois, nourri et logé, avec 800 euros de dédommagement et un bonus sur Parcoursup : voilà comment Macron a présenté le rétablissement du service militaire. Il ne cherche à attirer que les enfants d'ouvriers, exclus par le tri social qui fait office de système scolaire et contraints à de longues périodes de chômage forcé entrecoupées de petits boulots précaires. Dans cette société de classe, ce sont toujours les plus pauvres qui sont envoyés en première ligne. Ni les capitalistes, ni les politiciens à leur service ne laisseront leurs enfants risquer leur vie dans les guerres qu'ils mènent ou qu'ils préparent.

Les jeunes soldats qui ont été envoyés par Bush envahir l'Irak en 2003 étaient prétendument volontaires, mais en grande majorité Noirs ou Latinos, et tous particulièrement pauvres. Ce sont aussi des « volontaires » à l'avenir bouché que le régime de Poutine recrute dans les zones reculées de la fédération de Russie pour se faire trouver la peau dans les tranchées en Ukraine.

Macron et ses semblables parlent de « défendre la patrie » contre l'ennemi russe. Mais qui peut croire que la Russie s'apprêterait à attaquer la France ? C'est qu'il faudrait défendre nos « alliés » d'Europe de l'Est, disent les va-t-en-guerre... Le régime de Poutine a effectivement prouvé son mépris des peuples en s'attaquant à l'Ukraine. Mais il n'est pas le seul sur cette planète : que dire du régime génocidaire de Netanyahu ? Nos va-t-en-guerre ne parlent pas de l'empêcher de nuire, au contraire ils le soutiennent corps et âme : c'est donc cela, la « défense de nos alliés » ?

Algérie, Comores, Libye, Mali, Côte d'Ivoire : l'armée française est une armée d'agression et de pillage au profit des capitalistes

Quelle est cette fable qui voudrait présenter l'armée française comme une généreuse force de

défense de la paix dans le monde ? Qui a cru George W. Bush lorsqu'il prétendait envahir l'Irak pour établir la démocratie et lutter contre le terrorisme ? Qui croit Poutine quand il dit vouloir « dénazifier » l'Ukraine ? Qui croit que Trump lutte contre le trafic de drogue lorsqu'il bombarde le Venezuela ?

Mais il faudrait croire les mensonges de Macron ? L'armée française, qu'elle soit une armée de conscrits comme lors de la guerre d'Algérie ou une armée de métier comme lors de l'intervention contre la Libye en 2011, n'est pas une armée de défense – si ce n'est de défense des intérêts des grands groupes capitalistes partout dans le monde, de Bolloré, de Total, de la CMA CGM, de Bouygues, de Lafarge. Combien d'interventions, tout ce qu'il a d'offensives et en rien défensives, a-t-elle mené contre les peuples en Asie ou en Afrique ?

Ni chair à patrons, ni chair à canons

La guerre économique que les capitalistes appellent « concurrence » se transforme régulièrement en guerre tout court. Alors, ils habillent leur soif de profit en défense de la « démocratie », du « droit des peuples » ou autre « devoir d'ingérence ». Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. Et cette préparation à une éventuelle guerre de « haute intensité », dès maintenant, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, qu'ils voudraient la faire payer !

Refuser les guerres des capitalistes, c'est combattre dès maintenant contre l'augmentation des budgets militaires et pour l'expropriation des grands groupes de l'armement qui en profitent. Cette lutte est inséparable de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, car le tribut que la société paye au militarisme est prélevé directement sur nos salaires, sur nos retraites, sur l'éducation de nos enfants et sur notre santé.

Du fric pour l'hôpital, pas pour le Rafale !

La direction se hâte lentement

Depuis le coup de colère de l'anapath, quelques progrès ont été faits. Un système de mesure continue de l'aspiration des paillasses ventilées a enfin été mis en place, censés assurer la protection des agents à chaque instant. Mais pour tout le reste, ce n'est que de la petite bricolage, la plupart du temps sans utilité réelle ou sans apport concret en termes de protection. De nombreux manquements sont encore là, comme les postes d'inclusion qui ne sont pas sous une hotte d'aspiration. La direction remet tout à plus tard, « *ce sera fait dans le futur labo* », attendu depuis 14 ans...

Planification audacieuse

Plusieurs services se préparent pour les changements d'horaires. Pour ceux dont la nouvelle amplitude n'est pas encore décidée, il est demandé à l'encadrement de fournir des plannings pour plusieurs situations, 7 heures, 7 h 30, 9 heures... Ce n'est déjà pas facile d'avoir un planning stable et suffisamment en avance, alors trois. Si c'était possible, ça se saurait !

Travailler plus...

Au travers des modifications du temps de travail, la direction souhaite nous faire travailler plus longtemps et économiser presque 70 ETP sur les services concernés. Nos aînés se sont battus, et parfois sont morts, pour obtenir la journée de huit heures. La direction espère bien que cela permettra de réduire le personnel et que pour avoir de meilleurs salaires, nous utiliserons des jours de repos pour faire des heures supplémentaires. Faire bosser plus les uns et licencier les autres, voilà ce que le capitalisme nous propose. À nous d'imposer des meilleures conditions de travail et de salaire.

Médecine de guerre

Aux UP, la situation ne change guère. Les patients affluent sans que nous puissions leur proposer une hospitalisation faute de place en intra. Nous entassons donc les malades sur les lits, les fauteuils, dans les couloirs, les bureaux... Le lendemain ou après quelques jours, on leur demande de bien vouloir rentrer chez eux. Une médecine un peu trop expéditive.

Exécution en direct de deux Palestiniens

Des vidéos filmées dans le nord de la Cisjordanie montrent des soldats israéliens tirer sur deux Palestiniens qui avaient les bras levés et se rendaient. L'armée israélienne a « *ouvert une enquête* » mais le ministre israélien de la Sécurité nationale, figure de

l'extrême droite, a tenu à apporter son « *soutien total aux garde-frontières et aux soldats de l'armée qui ont ouvert le feu sur des terroristes recherchés sortis d'un bâtiment à Jénine* ». B'Tselem, organisation israélienne de défense des droits de l'homme, a déclaré : « *Il est du devoir de la communauté internationale de mettre fin à l'impunité d'Israël et de traduire en justice les responsables de la planification et de l'exécution de sa politique criminelle.* » Un vœu pieu car les grandes puissances soit soutiennent la politique génocidaire d'Israël, soit ferment les yeux sur ses crimes.

Morts au travail : gagner sa vie au point la perdre

En 2024, 1 297 personnes ont perdu leur vie au travail, le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis vingt ans, selon le dernier rapport annuel de l'Assurance maladie. Le nombre de décès liés au travail n'a cessé de croître depuis 2020, avec 550 morts cette année-là, 645 en 2021, 738 en 2022, 759 en 2023, et 764 en 2024. Et ces chiffres sont sans doute largement sous-estimés. Ils ne concernent que les salariés du privé, pas ceux du secteur public, ni les agriculteurs et travailleurs indépendants. Ce n'est pas le travail en lui-même qui tue, mais l'exploitation capitaliste.

Cent heures par semaine, qui dit mieux ?

La start-up suisse Forgis, spécialisée dans l'intelligence industrielle, a suscité quelques remous dans le pays en publiant une offre d'emploi exigeant de ses futurs salariés de travailler entre 80 et 100 heures par semaine. Cela représente des journées de plus de 14 heures sans aucun repos hebdomadaire. « *On ne croit pas à l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle* » assume l'annonce, qui aurait pu ajouter « *mais on croit à l'esclavage salarié* ».

Corruption en Ukraine

Zelensky a annoncé que son chef de cabinet a remis sa démission après la perquisition de son domicile par l'agence anti-corruption. Il est considéré comme le deuxième homme le plus influent d'Ukraine, après le président. Sa démission intervient deux semaines après la révélation d'un scandale de fraude d'ampleur dans le secteur énergétique qui avait déjà conduit à la démission de deux ministres et à plusieurs arrestations. Cette corruption porterait sur une somme d'au moins 86 millions d'euros. En Ukraine, comme ailleurs, la guerre est l'occasion pour les profiteurs de tout poil de s'en mettre plein les poches. Au nom du patriotisme évidemment...